



Démocratie révolutionnaire

Pour contribuer au rassemblement des anticapitalistes et des révolutionnaires

Lettre n° 22 du 28 avril 2017

Au sommaire :

- **Le Pen, notre ennemie, Macron, l'ami de la finance - Préservons notre indépendance de classe, internationaliste ! - Yvan Lemaitre, Isabelle Ufferte**
- **2007-2017 - dix ans qui ont mûri les conditions pour en finir avec le capitalisme - Daniel Minvielle**

Le Pen, notre ennemie, Macron, l'ami de la finance Préservons notre indépendance de classe, internationaliste !

Le lundi qui a suivi le premier tour de la présidentielle, la Bourse a bondi de 4 %. Les spéculateurs n'ont pas caché leur joie de voir deux candidats du capital gagnants et, surtout, leur chouchou placé en tête et quasiment déjà désigné comme le futur président. Épisode dérisoire mais symptomatique du climat de ces présidentielles, de cette campagne qui n'en finit pas de primaires en primaires puis de reniements en trahisons, la campagne des affaires, des jeux et calculs politiciens au sein d'un microcosme institutionnel qui convie le peuple à arbitrer ses rivalités pour servir les intérêts des classes dominantes, de la bourse.

Ces élections soldent les comptes de plus de 30 ans d'alternance ou de cohabitation droite-gauche au service des classes dominantes.

L'effondrement des partis de droite et de gauche cède la place à Macron, l'ami des banquiers et des patrons et à Le Pen, l'héritière raciste et xénophobe. Non seulement Macron n'est pas un rempart face à sa rivale mais il représente une étape vers la conquête du pouvoir par l'extrême-droite si le mouvement ouvrier et la jeunesse ne prennent pas les choses en main. Il suffit de l'entendre dire qu'il sera patriote pour mieux combattre le nationalisme pour comprendre que son double jeu hypocrite, son inconsistance qu'il compense par un sens aigu du pouvoir et des rapports de force, son arrivisme sans scrupule ne peuvent qu'ouvrir la voie à Le Pen. La possibilité que cela puisse advenir dès ce deuxième tour ne peut être totalement écartée.

Il est un aventurier façonné par l'effondrement de la droite et de la gauche gouvernementale et les institutions que De Gaulle a données à la bourgeoisie. Elles ne sont pas en crise contrairement à ce que l'on entend souvent dire, bien au contraire elles ont permis à Hollande de diriger sans majorité puis l'émergence de son enfant naturel qui espère s'en donner une après les législatives par la logique

du presidentialisme. Rien ne lui garantit de pouvoir constituer sa propre majorité ou bien une majorité d'union nationale mais les institutions lui en donnent les moyens. Ce jeu bonapartiste favorisé par les institutions de la Vème constitue la réponse du système au discrédit des deux partis qui ont mené l'offensive des classes dirigeantes contre les travailleurs et les classes populaires afin d'être à même de poursuivre cette offensive, de l'accentuer pour sauver les profits et les spéculations financières et pour cela de renforcer encore plus l'exécutif.

Le double « 21 avril » pour Les Républicains et le Parti socialiste, constitue bien un séisme politique qui déstabilise leur système, le fragilise. « *On tourne clairement aujourd'hui une page de la vie politique française* », peut à juste titre se réjouir Macron. Les ralliements de la droite comme ceux de la gauche qui se bousculent pour appeler à voter pour lui en espérant trouver une place dans les combinaisons parlementaires à venir sont bien à l'image de leur république du fric, des affaires et des guerres que Le Pen ne demande qu'à servir.

Ce séisme s'inscrit dans des évolutions sociales et politiques qui touchent d'une façon ou d'une autre tous les pays capitalistes dominants. Après le Brexit et Trump, la France connaît Macron-Le Pen, effet politique des conséquences des évolutions du capitalisme depuis la crise de 2007. Il est ici aussi un signal d'alarme, il n'y a pas d'avenir progressiste et démocratique sans l'intervention politique de la classe ouvrière. Face à elle, les populistes patriotes du centre ou d'extrême droite ne tiendront pas longtemps.

Lutter contre le FN, combattre les politiques qui lui ouvrent la voie

La lutte contre le FN n'est pas une lutte « républicaine » contre « le fascisme ». Sans minimiser en rien le danger qu'elle représente, Le Pen, ce n'est pas le fascisme. Toutes les politiques incantatoires la dénonçant en invoquant une

prétendue morale républicaine affirmant que le FN n'est pas un parti comme les autres ont montré leur impuissance depuis le vote Chirac en 2002. Dénoncer les menaces fascistes tout en pratiquant le dialogue social avec Sarkozy puis Hollande est un aveu d'impuissance.

La lutte contre le FN est une lutte politique. L'apostrophe de Philippe Poutou lors du débat du 4 avril a fait bien plus que les manifs minoritaires contre les meetings de Le Pen dont les répétitions rituelles ne convainquent personne voire aident Le Pen à prendre la pose de la démocrate que les gauchistes voudraient censurer.

Combattre Le Pen, c'est combattre les politiques qui pavent son chemin maintenant et demain. Comment peut-on croire lutter contre Le Pen en laissant croire que Macron, ennemi juré des travailleurs, pourrait nous en protéger ? Le populisme centriste de Macron posant au patriote pour noyer la classe ouvrière dans le tricolore est, quant au fond, de même nature que le populisme d'extrême droite de Le Pen. Un nationalisme ouvert contre un nationalisme étroit ? Un nationalisme proUE contre un nationalisme antiUE ? Au final tout cela risque de se ressembler, l'un comme l'autre étant prêt à s'adapter à la réalité de ce que sera l'UE déjà fortement mise en péril.

Combattre Le Pen, c'est refuser de gommer les rapports de classe, c'est avoir une politique d'indépendance de classe pour défendre les intérêts des exploités et des opprimés dans une perspective internationaliste pour une Europe des travailleurs et des peuples.

Le séisme politique que représente la présidentielle ouvre une situation très instable au sein du pays dans une Union européenne en crise. Les vieux partis qui jusqu'alors encadraient l'opinion ont implosé perdant tout crédit, l'opinion est volatile, un profond mécontentement s'accumule, une colère, une révolte. Les plus jeunes prennent conscience, après l'élection de Trump, des menaces qui s'accumulent sur leur propre avenir, ils ne se laisseront pas faire. Tous ceux qui se plaignent que la jeunesse ne se mobilise pas contre Le Pen entre les deux tours comme en 2002 ne voient pas ce qui se passe. Les jeunes ne se résignent pas, ils ne croient pas à l'incantation, et encore moins qu'un ennemi les protégera d'un autre ennemi. Ils n'ont nullement abdiqué de construire leur vie pas plus que de la liberté et du progrès et n'hésitent pas à le manifester aux cris de « *Ni Marine ni Macron, ni patrie ni patrons* ».

La gauche et le camp des travailleurs

« *C'est la fin d'un cycle, la fin d'une histoire* » a déclaré, non sans satisfaction, Valls après la défaite de Benoît Hamon. En effet, avec 6,35%, ce dernier a réalisé le plus mauvais score d'un candidat du PS depuis Gaston Defferre en 1969 (5,01%). Son parti qui, il y a cinq ans, concentrait entre ses mains quasiment tous les pouvoirs est aujourd'hui à terre. Il prétendait avoir « *remis la gauche sur son axe historique* », mais cet axe historique c'est l'axe du reniement, des promesses non tenues, des mensonges et d'une politique soumise aux patronat et aux banques.

Et à peine avait-il fait le douloureux constat, « *J'ai échoué* », qu'il suivait Cambadélis et tous les autres pour appeler à voter Macron.

En attendant, les dirigeants du PS qui l'ont liquidé s'interrogent sur le seul sujet qui les préoccupe, comment utiliser les législatives pour avoir les moyens de négocier une place dans la future majorité présidentielle ou au moins jouer un rôle au Parlement. A défaut d'avoir une autre politique que celle de Macron, la logique des ambitions et rivalités politiciennes poursuit son œuvre destructrice.

Alors que le PC s'est lui-même sabordé en s'effaçant derrière Mélenchon, l'effondrement de Hamon signe la fin de cette gauche du congrès d'Epinay quand l'homme de droite qu'était Mitterrand avait, en 1971, fait une OPA sur la vieille SFIO moribonde pour soumettre le PC à ses intérêts politiciens dans le cadre de l'Union de la gauche. Cette gauche vouée à la défense des intérêts de la bourgeoisie ne pouvait résister à la crise, elle s'est elle-même liquidée pour se donner à un jeune arriviste apprenti Bonaparte.

Il ne manquera pas d'idées pour refonder cette gauche défunte. Nouvelles et vaines illusions. La tâche des militantEs du mouvement ouvrier, de la nouvelle génération en révolte contre le sombre avenir que lui fait entrevoir cette présidentielle est de s'attacher à construire un parti pour la transformation révolutionnaire de la société, un parti des travailleurs. La perspective ouverte par notre campagne...

Le paradoxe Mélenchon

Mélenchon a accueilli son score qui représente « *une percée historique* » comme l'écrit *L'Humanité* comme une défaite. Il a pourtant à la fois réussi à capter l'électorat du PC, ce qui n'était pas assuré, loin s'en faut, et à siphonner largement l'électorat de Hollande de 2012 et a réuni un total de 19,62 % des suffrages.

Cette appréciation de son propre résultat par Mélenchon est en fait en cohérence avec la logique de sa politique qui rentre en concurrence avec les autres prétendants Bonaparte, populistes d'extrême droite ou du centre. Éliminé de la course dès le premier tour, Mélenchon affiche son dépit parce que pour lui les difficultés commencent.

Son refus de prendre position pour le second tour obéit à la même logique. Sauf de relativiser l'importance de son propre personnage, il ne peut se rallier de quelque façon que ce soit à un rival victorieux ! Qu'importe que cela agrave ses difficultés. Qu'importe qu'il ait laissé par son silence le FN flatter son électorat et les médias mener campagne sur la complaisance d'une partie de son électorat vis à vis de Le Pen. Ce n'est pas son problème, l'essentiel pour lui est de rester au-dessus de la mêlée, ou de croire qu'il reste au-dessus de la mêlée alors qu'il s'enferme dans des jeux politiciens pervers.

Pierre Laurent, le soir même du premier tour, a appelé à voter Macron. Il espère ainsi rester dans le cadre « républicain » pour négocier avec le reste de la gauche pour les législatives tout en s'appropriant les bénéfices de la campagne Mélenchon. Les législatives s'annoncent tendues

alors que déjà le PC avait bien l'intention de vivre sa vie en inscrivant ses candidats dans une politique d'union de la gauche pour laquelle il avait milité tout en soutenant Mélenchon. Le PC espère ainsi prendre sa revanche mais dans ces jeux politiciens les intérêts des classes populaires sont loin, très loin.

L'avenir de la France Insoumise ne s'annonce guère plus brillant que le fut celui de feu le Front de gauche. Sans le PC et avec peu de députés on voit mal comment Mélenchon pourrait transformer son mouvement en un réel parti. Dupe du jeu institutionnel qu'il prétendait combattre, Mélenchon risque bien de se retrouver en grande difficulté.

Pour un 1^{er} mai lutte de classe et internationaliste

Les élections rattrapent tout le monde et le milieu syndical est obligé de se positionner par rapport au second tour. La CFDT n'a aucune gêne à soutenir Macron, pour la FSU les choses sont plus compliquées mais le résultat est le même, appeler à battre Le Pen sans même dire un mot de la politique passée et à venir de Macron. Le bureau confédéral de la CGT déclare : « *La CGT les combat et les combattra sans relâche ! Elle n'aura de cesse de faire barrage à l'extrême droite ! Pas une voix ne doit se porter sur sa candidate !* » Solidaires reprend la même formule et réaffirme que « *pas une voix ne doit aller au FN* » mais récuse tout « *soutien à une politique libérale et répressive* ». Le secrétaire général de FO, Jean-Claude Mailly, a redit, sur France Inter, qu'il « *ne donne aucune consigne de vote* », tout en soulignant que la présence de Le Pen au second tour est « *un problème démocratique* », et en rappelant son « *rejet de tout racisme, xénophobie ou antisémitisme* ». Le 1^{er} mai aura lieu dans la confusion la plus totale sans que s'affirme clairement, en toute indépendance des jeux institutionnels, une politique de classe contre Le Pen mais aussi contre Macron pour préparer une riposte aux attaques qui sont déjà annoncées, défendre les exigences du monde du travail, la solidarité internationale des travailleurs, contre le nationalisme et le racisme.

Cette confusion vient souligner la nécessité de mener la lutte au sein de nos organisations syndicales pour faire vivre une orientation politique en rupture avec le dialogue social pour défendre l'indépendance de classe. Cela ne veut pas dire ne pas faire de politique, bien au contraire, mais mettre en œuvre une politique qui réponde aux intérêts et besoins des salariés en toute indépendance du patronat, des banques et de leurs États. Et des politiciens qui les servent.

De ce point de vue, même si on peut reprocher aux organisateurs de la manifestation du 1^{er} tour social d'avoir flatté l'abstentionnisme, les préoccupations dont ils sont l'expression sont réelles. Il nous faut les prendre en compte dans la perspective de contribuer à la construction d'un courant lutte de classe intersyndical qui est indissociable de la construction d'un parti des travailleurs organisant la classe ouvrière, faisant de l'intervention en son sein sa priorité.

Dans ce contexte, la manifestation du 1^{er} mai prend un sens tout particulier. Elle est l'occasion pour toutes celles et ceux qui le souhaitent de manifester leur indépendance de classe pour combattre le FN ainsi que les politiques qui lui ont préparé le terrain.

Dépasser nos limites

Les scores de Philippe Poutou (1,1 %) et de Nathalie Arthaud (0,66 %) ont été faibles, sans commune mesure avec la sympathie qu'ont rencontrée nos campagnes en particulier celle de Philippe, du NPA. Sa force a été d'être, sur la scène politique, l'ouvrier dans lequel des milliers d'autres salariés se sont reconnus, en rupture avec le système et ses rites, la faiblesse de Nathalie a été de tenir un discours par trop formaté même si souvent son argumentation était plus serrée, plus structurée que celle de Philippe. Complémentaires et solidaires, perçus comme tels, et c'est un acquis de cette campagne. Nous souhaitons que cette solidarité puisse nous permettre d'aller au delà de la complémentarité pour combiner nos apports réciproques et dépasser les limites de nos campagnes respectives.

Indépendamment des différences, nous avons la même difficulté à rendre crédibles nos idées et perspectives pour aller au delà de la dénonciation, de la contestation du système et des mesures d'urgence, démontrer la possibilité d'une autre société, les chemins pour la construire en prenant appui sur les réalités sociales, les évolutions, l'histoire. Nous avons de grandes difficultés à aller au delà de la nécessité de la lutte, de se mobiliser et cela de façon incantatoire ou d'affirmer, de façon tout aussi incantatoire, la nécessité du communisme. Nous ne nous affirmons pas assez en opposition radicale dans la lutte pour le pouvoir, nous ne parlons pas assez clairement au nom des intérêts d'une classe dont nous pensons qu'elle doit prétendre à diriger la société. Pour une grande part bien sûr ces limites appartiennent aux rapports de force globaux mais si nous voulons les bousculer, les inverser, il nous faut nous donner les moyens de penser la suite sans en rester à l'incantation, oser penser les chemins du pouvoir.

Ces élections participent d'une nouvelle époque qui est en train de s'écrire. Elles sont l'expression d'un tournant qui s'opère en profondeur et exige de faire du neuf au lieu de vivre chacun sur ses acquis. L'idée que le capitalisme n'est pas amendable, réformable commence à pénétrer les consciences, cette évolution demande des réponses, fiables, crédibles sur le plan des idées comme de la politique et de l'organisation.

Après 68 et jusqu'à la rupture de 1995-1997, la politique de Lutte ouvrière a pu être féconde parce qu'elle avait eu l'audace de défendre une politique d'unité du mouvement gauchiste au décours même du mouvement puis d'unité du mouvement trotskyste, non pour des accords électoralistes mais dans la perspective de la construction d'un parti révolutionnaire. Cela jusqu'au moment où cette politique a porté ses fruits, où LO avait conquis une position qui lui permettait de prendre l'initiative. Là, les réflexes

conservateurs et craintifs ont pris le dessus, la direction de LO s'est dérobée à ses propres engagements.

L'évolution du NPA est, à l'opposé, l'aboutissement du processus engagé avec la fusion-intégration entre la LCR et Voix des travailleurs, de la politique de rassemblement des anticapitalistes et des révolutionnaires qui lui a donné naissance en 2009. D'une certaine façon, la campagne de Philippe reflète les contradictions de ce processus.

Nous avons besoin de dépasser ces contradictions en prenant appui sur les acquis de la campagne de Philippe Poutou pour définir un axe politique clairement indépendant de la gauche radicale, l'axe de classe popularisé par l'ouvrier candidat, anticapitaliste et révolutionnaire.

Aujourd'hui, il nous faut revenir au marxisme en nous appropriant le contenu historique qu'il a pris tant à travers la social-démocratie qu'à travers le bolchevisme ou le trotskisme, sans faire de telle ou telle période historique la référence incontournable mais pour écrire une nouvelle page.

Nous savons bien que des rapports militants complémentaires et solidaires au quotidien ne se reconstruiront pas ou ne se construiront pas du jour au lendemain. Mais il est important d'y travailler, d'échanger à tous les niveaux, entre militantEs et aussi entre directions, de rechercher les possibilités d'interventions communes... Dépasser nos limites ne pourra se faire que collectivement à travers une volonté de se donner les moyens de rassembler toutes les forces disponibles. C'est une question de choix mais aussi et surtout de capacité à élaborer collectivement une politique capable de regrouper toutes les forces disponibles.

Préparer la suite, s'organiser, s'unir, faire de la politique

Une telle démarche repose sur un choix politique, la compréhension qu'il ne pourra naître dans ce pays de parti des travailleurs sans politique de rassemblement et de regroupement. Les campagnes électorales ont l'immense mérite d'obliger chacune et chacun à penser, à formuler ses idées grand angle en s'adressant à des millions de travailleurs, de jeunes pour partager avec eux notre révolte, nos idées, nos perspectives, leur donner des raisons de croire en eux et en leur classe, en leur rôle révolutionnaire.

Les faibles résultats tant du NPA que de LO ne peuvent s'expliquer seulement par des rapports de force dont nous ne serions en rien responsables. Ce serait la réalité objective, les conséquences du vote utile. Un tel raisonnement nous empêche d'avoir une appréciation critique de notre propre politique.

Nous n'avons pas réussi à offrir des perspectives suffisamment crédibles au mécontentement, à la révolte que nous avons aidé à s'exprimer et encouragée. Et de ce point de vue, nos divisions nuisent à l'ensemble du mouvement.

La situation nous interpelle, les menaces sont réelles et inquiétantes. Macron est une étape vers la très possible conquête du pouvoir par l'extrême droite. Nous savons que la seule force capable d'enrayer ce processus, d'autant plus dangereux qu'il se déroule à l'échelle européenne, voire mondiale, c'est la classe ouvrière. Et c'est bien le défi qui est posé aujourd'hui au monde du travail, à ses militant-e-s.

Yvan Lemaitre, Isabelle Ufferte

2007-2017 - dix ans qui ont mûri les conditions pour en finir avec le capitalisme

Il y a bientôt dix ans éclatait aux États-Unis la crise de l'immobilier à risque, les « subprimes », déclenchant l'enchaînement en cascade d'une série d'effondrements, boursier, bancaire, économique... Les « sommets » internationaux des gouvernements des grandes puissances se succédaient, faisant de la « lutte contre la crise » leur premier objectif. Ils l'ont menée à coup de milliers de milliards, sauvant certes le système financier des conséquences de sa propre avidité, mais au prix d'un endettement public qui débouchait bientôt sur la crise de la dette publique européenne et ses conséquences, dont la situation actuelle de la Grèce n'est que l'exemple le plus tragique.

Dix ans plus tard, dans les hauts sommets des pouvoirs, on ne parle plus de « crise ». Les politiques d'austérité ont porté leurs fruits... du moins pour la poignée de grands capitalistes qui dirigent le monde, comme en témoignent les statistiques récentes sur la richesse de milliardaires, les résultats des grandes entreprises et les milliards distribués en dividendes à leurs actionnaires... Tout va donc pour le mieux pour le petit monde enchanté des super-entrepreneurs.

Mais le système économique au crochet duquel ils accumulent leurs milliards n'en a pas moins du plomb dans l'aile, mettant à l'ordre du jour l'urgence de son renversement, de son remplacement par une autre société, socialiste, et réunissant en même temps les conditions matérielles et sociales d'une nouvelle période révolutionnaire.

La faillite d'un système qui a épuisé ses capacités de développement

Rien dans les « remèdes » apportés à la crise par les politiques des gouvernements au cours de ces dix années n'a et ne pouvait mettre un coup d'arrêt à la logique qui l'avait produite. Bien au contraire.

Sur le plan économique, le regain de croissance que les gouvernements disaient espérer ne s'est pas produit. L'économie mondialisée est dans un état de récession chronique que l'on mesure à la quasi-stagnation des PIB ainsi qu'au ralentissement du commerce international. Les conséquences de la crise en termes de suppressions d'emplois ajoutées à la régression des revenus imposée par les plans d'austérité brident inéluctablement la demande solvable globale, limitant les débouchés pour les

marchandises produites. C'est un cercle vicieux dont le capitalisme est incapable de sortir.

Il a pour effet d'exacerber la concurrence internationale entre grandes multinationales. Celles qui s'avèrent incapables d'y faire face sont dépecées, rachetées par morceaux, même s'il s'agit de « fleurons de l'industrie », comme Alstom et quelques autres. La raison n'en est pas l'incurie de gouvernements au « patriotisme économique » flageolant, mais bien à la logique de la circulation des capitaux, qui se moque bien des « patries »... sauf, bien sûr, si elles servent directement les intérêts de tel ou tel groupe financier ou industriel. Alors, la guerre économique se prolonge sur le terrain militaire, comme on le voit avec la démultiplication des interventions militaires, l'escalade des menaces de guerre entre « puissances ».

La course à la « financiarisation de l'économie », à l'économie de la dette et de la spéculation qui avait conduit au déclenchement de la crise de 2007 s'est poursuivie de plus belle. Des masses de capitaux à la recherche d'autres terrains d'investissement que celui d'une production en panne continuent de se ruer sur une multitude de « produits financiers », accumulant les « titres pourris » dans les coffres des banques, préparant de nouveaux effondrements boursiers, bancaires, économiques.

Pendant ce temps, le monde s'enfonce dans une crise environnementale qui est la conséquence directe d'un système de production et d'échange de biens et de services dont le seul critère est celui du profit maximum. Les « sommets pour l'environnement » qui se succèdent et dans lesquels s'affichent ces mêmes multinationales qui sont les principales responsables de la destruction de la planète ne sont que des masques hypocrites. Derrière ces masques se tient le vrai visage du capitalisme destructeur des équilibres écologiques, parfaitement incarné par Trump.

Le bilan de ces dix années est là, dans cette fuite en avant vers la guerre, vers un nouvel effondrement financier et économique, une catastrophe écologique. Dans la faillite d'un système économique arrivé au terme de ses capacités de développement, ne survivant qu'au prix des pires destructions.

Les conséquences sociales et politiques de dix années de stagnation économique et d'austérité

Parmi ces destructions se trouvent celles qui se sont produites et continuent de se produire sur le terrain social. En France, comme dans les autres pays dits avancés, les effets directs de la crise (suppressions d'emplois, chômage, précarité...) et les conséquences des politiques destinées à sauver les banques et à maintenir les profits (austérité, régression des droits du travail, poursuite de la casse des services publics...) se sont additionnées pour générer un profond mouvement de régression sociale. Les couches les plus touchées de la classe ouvrière, principalement la jeunesse souvent d'origine immigrée des cités ouvrières rebaptisées « quartiers populaires », sont condamnées à la marginalisation sociale... C'est dans cette marginalisation, cette exclusion de toute activité sociale, que se

trouvent les racines des « crises de banlieue » qui se produisent sporadiquement, et plus quotidiennement de la situation de conflit permanent entre police et jeunesse, avec son cortège de « bavures ». C'est également là que se trouvent les racines du racisme et de la xénophobie sur lesquels s'appuient les gouvernements et des partis comme le FN pour tenter de diviser la classe ouvrière, dévooyer la contestation sociale.

Tandis que se produisait ce mouvement de régression sociale se révélaient aussi l'impuissance des dirigeants politiques face aux problèmes qu'ils prétendaient combattre, leurs mensonges proférés au nom de la « lutte pour l'emploi », « contre les déficits » et autres promesses creuses. Une « crise de confiance » s'est établie vis-à-vis des pouvoirs en place. Elle s'accompagne d'une rupture profonde entre les classes populaires et les partis qui jusqu'à maintenant prétendaient les représenter, comme en France le PS et le PC.

Cette rupture entre les pouvoirs en place et les populations a pris des formes et des intensités diverses. Tandis que se déclenchaient les événements des printemps arabes, la Grèce et l'Espagne menacées de faillite du fait de leur endettement et soumises aux diktats de la Troïka (Banque centrale européenne, Front monétaire international, Union européenne) étaient le siège de puissants mouvements sociaux, grèves générales, occupations de places... Ces mouvements visaient aussi bien la Troïka et ses exigences d'austérité que les pouvoirs en place qui les mettaient en œuvre.

De cette contestation dans la rue sont nées de nouvelles organisations politiques, Syriza en Grèce, Podemos en Espagne. Se présentant comme les adversaires des partis en place, porteurs des intérêts du « peuple » face aux « élites » et à l'oligarchie, ces partis prétendent pouvoir changer les choses à travers le jeu électoral. Et c'est la voie de ce « nouveau réformisme », se revendiquant d'un « populisme de gauche », qu'ont choisie Mélenchon et « France insoumise » pour la présidentielle.

Les scores électoraux atteints par Syriza d'abord, arrivé au pouvoir en Grèce dès 2015, puis Podemos à diverses élections et enfin Mélenchon au premier tour de la présidentielle sont l'expression des aspirations au changement des classes populaires en rupture avec les partis qui portent depuis des dizaines d'années la politique des sommets de la bourgeoisie. Mais ce « nouveau réformisme » n'en constitue pas moins une impasse et conduit, comme on l'a vu en Grèce, à l'exact inverse de ce qui était annoncé. Depuis son accession au pouvoir, Tsipras s'est retrouvé à poursuivre la politique de régression sociale de ses prédécesseurs, contre laquelle il avait été élu. Mais contrairement à ce que prétend Mélenchon, la raison n'en est pas au fait que Tsipras n'aurait pas su « désobéir » aux injonctions européennes. Quelle que soit la « force des convictions » de ceux qui accèdent au pouvoir – « convictions » par ailleurs très discutables en ce qui concerne l'ancien ministre Mélenchon, admirateur de Mitterrand, fervent défenseur de l'Armée française, de la Marseillaise, du dra-

peau tricolore et de la République -, la dictature du capital s'impose.

C'est à cette dictature qu'il s'agit de mettre fin, et cela suppose autre chose qu'un changement de majorité, même assortie d'un changement de constitution. Préten-dre le contraire revient à désarmer la classe ouvrière au moment même où le capitalisme en faillite, servi par les Trump, Poutine et autres Macron-Le Pen, redouble ses of-fensives. Et cela alors que se constituent les bases sociales d'une nouvelle période révolutionnaire.

Les conditions de la sortie de l'impasse

Car le capitalisme, en même temps qu'il étendait son em-prise sur l'ensemble de la planète, qu'il rassemblait les facteurs de la crise dont il n'arrive pas à se déétriper, dé-veloppait bien malgré lui les conditions économiques et sociales de son propre renversement.

Il l'a fait en ouvrant les frontières aux échanges internatio-naux de capitaux et de marchandises, mettant en concur-rence les travailleurs du monde entier dans le but de ré-duire le « coût du travail », d'imposer recul sociaux sur reculs sociaux aux travailleurs des vieilles puissances im-périalistes pour restaurer ses taux de profit. Il y a réussi.

Mais ce faisant, il a bouleversé de fond en comble la struc-ture sociale d'immenses pays, comme la Chine ou l'Inde, transfor-mant en quelques décennies des millions de jeu-nes paysans vivant dans des conditions d'extrême arriéra-tion en une classe ouvrière moderne, ayant accès aux moyens les plus avancés de production et de communi-cation. Cette classe ouvrière, mal payée et surexploitée, n'a pas tardé à trouver les chemins de la lutte, imposant ses exigences sur les salaires, les conditions de travail. En même temps qu'il créait ces nouveaux prolétaires, le ca-pitalisme faisait naître chez eux de nouveaux besoins so-ciaux, le désir légitime de pouvoir se payer, avec son salai-re, quelques unes de ces marchandises qu'ils fabriquaient à destination des populations plus riches des États-Unis et d'Europe, et au bout du compte, les moyens d'obtenir satisfaction, par la grève... Aujourd'hui, alors qu'en Chine comme dans les autres pays émergents le ralentissement de la croissance menace des centaines de milliers d'em-plois, c'est une classe ouvrière convaincue de la légitimité de ses droits à un emploi, à un salaire, que le capitalisme trouve devant lui.

Dans les vieilles puissances industrielles, États-Unis et Europe de l'Ouest, les anciennes générations de la classe ouvrière ont subi de plein fouet le déclassement social consécutif à leur mise en concurrence avec la main d'œuvre « low-cost » des pays émergents. Elles n'ont cessé de s'accrocher, de résister à la remise en cause de leurs « ac-quis sociaux », comme elles l'ont encore fait en France avec le mouvement contre la loi travail. Mais cette idée de « résistance » n'a plus beaucoup de sens pour les nou-velles générations, qui débarquent dans un « monde du travai-l » qui n'a plus grand chose à voir avec celui qu'ont connu leurs parents, et à plus forte raison leurs grands pa-rents.

Elles veulent pouvoir trouver un emploi, avec un salaire et des conditions de travail décentes, avoir les moyens d'accéder aux biens et services que la société produit en abondance alors qu'elle est incapable de répondre à cette exigence élémentaire. Bien des jeunes sont conscients de cette contradiction. Profondément révoltés par cette ter-rible violence sociale qui s'impose à eux, ils cherchent les moyens de s'y opposer, n'hésitant pas pour certains d'en-tre eux, « autonomes », « ingouvernables », à chercher l'affrontement systématique avec la police, symbole de l'État et du pouvoir économique qu'il protège.

Cette révolte touche bien d'autres domaines de la vie, l'aspiration à circuler et à vivre librement, solidairement, fraternellement. On a pu voir, à l'annonce du Brexit, la jeunesse de Grande Bretagne descendre dans la rue, crier son opposition au rétablissement des barrières douaniè-ress avec le continent. Selon les sondages pratiqués à l'oc-casion de la présidentielle, une large majorité de jeunes s'est prononcée contre la sortie de l'Union européenne. Au moment où se développent les tendances du capitalis-me à restaurer des mesures protectionnistes, à se replier sur les frontières nationales, c'est l'aspiration au maintien de l'ouverture qui s'exprime.

Cette aspiration dépasse la simple liberté de circulation personnelle et s'étend à la question des flux migratoires. On l'a vu aux États-Unis avec les manifestations qui ont ac-cueilli les tentatives de décrets anti-migratoires de Trump... Avec la solidarité également qui s'exprime en Europe vis-à-vis des migrants venus d'Afrique et du Moyen-Orient, malgré la répression et la propagande xénophobe.

Ce qui se joue aux frontières de l'Europe comme des États-Unis, ce flux continu de personnes fuyant la misère et la guerre au péril de leur vie et malgré les difficultés qui les attendent après avoir débarqué est la conséquence dra-matique d'une situation dont le capitalisme mondialisé est le premier responsable, dont il est incapable d'assu-mer les conséquences, mais devant laquelle il ne pourra en fin de compte que reculer. Rien ne pourra y mettre un terme, ni la peur de la mort, ni les murs, ni la répression des solidarités, ni l'incitation des populations locales à la xénophobie. Le moteur de ces vagues de migration n'est pas seulement la fuite de la misère et de la guerre. Il réside également dans la conviction profonde que les migrants ont de leur légitimité à venir chercher dans les pays riches les moyens de subsister dont ils ont besoin. Les frontières perdent leur sens de « limite nationale », ne gardent que celui d'obstacles à franchir, à abattre. Les migrants font pour la libre circulation des hommes ce que les capitalis-tes ont fait pour leurs capitaux et leurs marchandises.

Ces derniers se sont appuyés pour cela sur le dével-opement de réseaux de communication qui leur ont per-mis de coordonner des chaines de production réparties sur de multiples zones de la planète, d'amener la division internationale du travail à un niveau jamais atteint. Des travailleurs du monde entier échangent quotidiennement dans le cadre de leur travail, tissent des liens, construisent

des solidarités, les bases d'une coopération internationale des travailleurs.

L'informatique et les réseaux sont également porteurs de changements profonds dans les procès de production.

C'est le cas par exemple avec la robotisation. Elle s'inscrit dans une histoire qui est aussi vieille que le capitalisme industriel. A la recherche permanente de la baisse des coûts de production par l'augmentation de la productivité horaire du travail, elle a conduit de la mécanisation des débuts à l'automatisation de procès pilotés par ordinateurs de l'industrie moderne. Des robots industriels sont en service dans de multiples industries depuis le début des années 1980, mais leur développement a été freiné un temps du fait des transferts de production dans les usines des pays à bas coût de main d'œuvre. Il repart aujourd'hui avec pour conséquence annoncée une nouvelle vague de chômage aux conséquences sociales et économiques dont s'effraient y compris certains économistes et dirigeants politiques de la bourgeoisie. D'où la multiplication des remèdes genre « revenu universel », financés par exemple par une « taxation des robots » comme l'a proposé Hamon dans son programme... Ces gens là n'imaginent pas un seul instant que l'augmentation de la productivité horaire du travail générée par l'introduction massive de robots puisse déboucher sur autre chose qu'une augmentation massive du chômage, tandis que les travailleurs qui auront un emploi seront surexploités, avec des semaines de travail de plus en plus longues, un départ à la retraite de plus en plus tardif. Il est pourtant clair que la solution n'est ni dans un refus de la robotisation, qui permet de faire faire par des machines bien des travaux fastidieux et pénibles, ni dans l'institutionnalisation d'une espèce de charité publique qui ne peut apporter aucune solution aux conséquences sociales, économiques et politiques de cette nouvelle phase de modernisation des systèmes de production. La solution qui s'impose d'elle-même est dans la diminution du temps de travail, le partage du travail entre-toutes et tous.

Autre produit du développement des techniques informatiques, la dite « ubérisation », dans laquelle Macron et quelques autres voudraient voir la fin du travail salarié, l'avènement de nouveaux rapports sociaux. Sur le fond, elle n'a rien de bien nouveau : mettre en contact des « vendeurs » et des « acheteurs » et se faire payer pour le service rendu par cette mise en relation est aussi vieux que le capitalisme marchand. Mais cette vieille pratique du « courtage » était jusqu'à récemment, pour des raisons techniques, réservée aux transactions finan-

cières, assurances et grand commerce, en particulier des matières premières minières et agricoles. La banalisation de l'informatique et d'Internet a permis de l'étendre aux échanges de produits et de services entre particuliers, au grand bénéfice des petits « génies » qui sont à l'initiative de ces plateformes informatiques et de leurs financeurs. Les conflits que le développement de ces plateformes génère sont nombreux. Pour Uber, ils concernent la concurrence avec les taxis et le conflit social qui oppose les conducteurs, « travailleurs indépendants », à l'avidité des actionnaires de la plateforme ; pour « AirBnB », c'est la concurrence qu'il fait à l'hôtellerie classique et les pertes de taxe de séjour que subissent les communes... Les débarrasser de ces contradictions, ce serait les débarrasser de leurs parasites, les margoulin qui sous prétexte qu'ils ont eu « l'idée » de créer « leur » plateforme, se font une rente juteuse de son exploitation.

Leur succès montre par ailleurs qu'elles répondent à un véritable besoin, celui d'échanges directs, souples, immédiats. Les outils informatiques qu'elles mettent en œuvre préfigurent les moyens dont disposerait une économie planifiée, permettant de contrôler l'économie en quasi-temps réel, au plus près des besoins à satisfaire, tout comme ils seraient une composante centrale du fonctionnement démocratique de la société.

A la recherche permanente de profits, le capitalisme ne cesse de développer la socialisation des moyens de production et d'échange, mettant en place les conditions matérielles et humaines du fonctionnement d'une société débarrassée de l'exploitation. La contradiction fondamentale du capitalisme réside dans le fait que cette évolution inéluctable du fait même des progrès permis par le travail humain se heurte de plus en plus violemment à la propriété privé capitaliste des moyens de production et d'échange, la propriété financière de plus en plus parasitaire.

« À un certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants, ou, ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors. De formes de développement des forces productives qu'ils étaient ces rapports en deviennent des entraves. Alors s'ouvre une époque de révolution sociale. » écrivait Marx dans la préface à la *Critique de l'économie politique* (1859).

Daniel Minvielle